



POUR DÉFENDRE UN SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR OUVERT, ÉMANCIPATEUR ET DÉMOCRATIQUE POUR TOU·TE·S

Du 7 au 18 juin 2021, l'ensemble des élu·e·s étudiant·e·s des conseils centraux sont invité·e·s à voter pour élire les représentant·e·s étudiant·e·s au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).

Ces élections se déroulent dans un contexte particulier, après plus d'un an de crise sanitaire mais aussi après 4 ans de mandat d'Emmanuel Macron. La gestion de la crise sanitaire dans l'enseignement supérieur tout comme les différentes réformes mise en place ces dernières années (sélection, hausse des frais d'inscription, suppression des rattrapages et de la compensation, loi de Programmation de la Recherche, réforme des études de santé etc..) sont en train de faire reculer la démocratisation des études supérieures. Alors que notre pays traverse une crise sociale forte, que le chômage de masse touche spécifiquement notre génération, permettre l'accès au plus haut niveau de qualification à tou·te·s est pourtant vital.

Les deux prochaines années de mandat au CNESER seront donc cruciales pour imposer l'égalité. Il nous faudra entre autres :

- Batailler pour un plan d'urgence pour nos universités face à la crise sanitaire : après 1 an de cours en visio, les étudiant·e·s sont à bout. Au sein du CNESER, nous agissons pour défendre un investissement suffisant pour répondre à la précarité étudiante, permettre une rentrée en 100% présentiel tout en protégeant la santé des étudiant·e·s et financer les services de santé universitaire.

- Porter le libre accès à l'enseignement supérieur et la réussite de tou·te·s : de la L1 au doctorat quel que soit la filière, l'établissement, nous devons pouvoir être maître·esse de notre avenir. Contre la reproduction sociale, nous défendrons le libre accès à des formations de qualité partout sur le territoire et une révolution pédagogique pour permettre la réussite de tou·te·s.

- Défendre un enseignement supérieur démocratique : nombre de réformes massivement rejetées par l'entière de la communauté universitaire ont tout de même été appliquées. Localement et nationalement, il est temps de réformer la démocratie universitaire afin de permettre réellement aux étudiant·e·s de décider de ce qui les concernent.

- Agir pour l'égalité, sans différence de nationalité : La triple précarité que subissent les étudiant·e·s étranger·e·s a été aggravé par la crise sanitaire, nous bataillerons à tous les échelons pour garantir le droit à l'éducation pour tou·te·s

Plus que jamais, il est nécessaire de porter nos aspirations à une société égalitaire, démocratique, émancipatrice et écologique à travers le service public d'enseignement supérieur.

Nous comptons sur vous pour faire entendre votre voix et porter avec nous ce projet ambitieux pour les étudiant·e·s, pour la jeunesse, pour nos établissements et nos formations.



Imane Ouelhadj
Tête de liste pour l'UNEF

Face à de multiples remises en cause de nos droits, il faut continuer de mener la bataille dans les instances comme le CNESER mais aussi sur nos campus et dans la rue pour défendre les étudiant·e·s. Avec l'UNEF nous porterons au quotidien ces combats pour continuer d'améliorer nos conditions d'études !

UNE DÉMARCHE SYNDICALE EFFICACE !

Des élu·e·s engagé·e·s pendant 2 ans!

194 Amendements UNEF déposés

20 Motions déposées ou soutenues

Pour le libre accès aux études supérieures

2 Questions Prioritaires de Constitutionnalité

- Pour la publication des algorithmes locaux de Parcoursup
- Pour défendre la gratuité de l'enseignement supérieur



SOS Inscriptions

Un dispositif mis en place chaque année pour aider des milliers de jeunes sans inscription à accéder à la filière de leurs choix.

Pour un réel droit à la poursuite d'études

Opposition à la sélection en master

En 2 ans, les masters sélectifs en M2 sont passés de 223 en 2019-2021 à 61 pour la rentrée prochaine.



Motion portée par l'UNEF et adoptée

par le CNESER contre la suppression partielle du droit à la poursuite d'études

Un syndicat efficace en période de crise

L'UNEF s'est mobilisée dès le début de la crise sanitaire afin que nos droits étudiants soient garantis:

- La mise en place d'un filet de sécurité aux examens lors du 1er confinement
- Le retour en présentiel à 20% au 2ème semestre de 2020/2021
- L'obtention de la session de substitution en janvier 2021
- La session de rattrapage exceptionnelle pour les BTS
- Le ticket RU à 1 euro pour tou·te·s les étudiant·e·s

Pour un enseignement supérieur engagé

Obtention de distributeurs de protections périodiques gratuites dans les résidences universitaires et sur les campus.



Participation au groupe de travail et à l'élaboration du rapport pour intégrer les questions de transition écologique à nos formations

Enquête inédite de l'UNEF sur les dispositifs de lutte contre les discriminations dans l'enseignement supérieur pour pousser les établissements à lutter contre le sexisme, le racisme et les LGBT+phobies



ZOOM SUR LA BATAILLE CONTRE LA LPR

Au CNESER : Groupe d'opposition et des débats portés par l'UNEF

21h de séance en une journée



Aux parlements :

1 lettre ouverte pour un financement pérenne de la recherche publique



Suppression du délit contre les mobilisations étudiantes

OUVERT

1 DÉFENDRE LE LIBRE ACCÈS À L'UNIVERSITÉ

Contre la sélection et Parcoursup

Des milliers de jeunes n'ont pas d'inscription à la fin de la phase principale de Parcoursup. L'UNEF se bat pour ré-instaurer le libre accès à la filière de son choix.



Pour le libre accès en master

La sélection en master laisse chaque année +10.000 jeunes sans formation. L'UNEF se bat pour le droit à la poursuite d'étude et la création de place.



Pour la gratuité de l'enseignement supérieur

Permettre à tou-te-s de faire des études, indépendamment de son origine sociale ou de sa nationalité impose de lever l'ensemble des barrières financières.



2 SE BATTRE POUR UN MEILLEUR FINANCEMENT ET PLUS DE RÉUSSITE

Pour un financement 100% public

L'investissement par étudiant-e est beaucoup plus faible qu'il y a 10 ans. Plus que jamais, il est nécessaire de planifier une augmentation du budget de l'ESR de 2 Mds d'euros par an pendant 10 ans.



Pour un cadrage national des modalités d'exams

L'UNEF se bat pour conserver nos droits fondamentaux, concernant l'évaluation notamment, qui doivent être garantis : la session de rattrapage, la compensation des notes, une évaluation continue et progressive.



ÉMANCIPATEUR

5 FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Pour la reconnaissance des qualifications dans les conventions collectives

Afin de garantir un salaire en fonction de notre niveau d'études pour un meilleur salaire en début de carrière.



Pour une Aide à la Recherche au Premier Emploi

L'ARPE a été supprimée puis ré-instaurée mais à 70% du montant de la bourse. L'UNEF se bat pour son retour à 100%, son élargissement à tou-te-s, et sa prolongation dans le temps.



6 LUTTER CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Pour une politique ambitieuse dans nos établissements

- La mise en place effective des cellules de veille et d'écoute pour lutter contre toutes les discriminations; avec des moyens suffisants
- La mise en place du prénom d'usage sur demande simple et de toilettes neutres dans les établissements
- La formation des personnel-le-s, professeur-e-s et personnel-le-s de santé
- Donner un budget dédié à l'accompagnement des personnes en situation de handicap



7 POUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ÉCOLOGIQUE

Mise aux normes énergétiques et construction de bâtiments écoresponsables.

100% des étudiant-e-s formé-e-s aux enjeux de transition écologique

Pour un financement de la recherche en innovation écologique à la hauteur des besoins



DÉMOCRATIQUE

3 DÉFENDRE DES UNIVERSITÉS DE PROXIMITÉ

Contre les fusions d'établissements

Cela réduit considérablement la démocratie étudiante. Pire, sous forme expérimentale l'établissement peut à terme augmenter librement nos frais d'inscription.



Pour développer les antennes universitaires

Souvent sous-financées, les antennes universitaires risquent souvent de fermer alors qu'elles permettent un accès aux études à plus de jeunes dans des villes où le coût de la vie est plus faible.



4 RENFORCER LA VOIX DES ÉTUDIANT-E-S

Garantir et réformer la démocratie étudiante

Les étudiant-e-s doivent avoir plus de place dans les conseils et un poids décisionnel plus important car les sujets discutés et votés nous concernent.



Pour des référendum étudiant-e-s



Sur les sujets qui nous concernent et qui impacteront fortement nos études ou notre quotidien dans nos universités

Pour une réforme du CNESER

Le CNESER doit donner plus de place aux élu-e-s étudiant-e-s qui doivent être plus nombreu-x-ses; avec un garde-fou contre la publication de textes lorsqu'ils sont rejetés à une large majorité du CNESER.



POUR TOU-TE-S

8 LES ÉTUDIANT-E-S ÉTRANGER-ÈRE-S

Mêmes études, mêmes droits!

- Contre l'augmentation des frais d'inscriptions des étudiant-e-s étranger-ère-s
- 1 carte étudiante = 1 titre de séjour
- Pour des guichets uniques afin de faciliter les démarches administratives et le renforcements des aides pédagogiques

9 LES DOCTORANT-E-S ET LA RECHERCHE

Pour une insertion professionnelle digne

Le doctorat doit être valorisé. L'UNEF se bat afin d'assurer une rémunération à la hauteur du niveau de qualifications

L'ensemble des thèses doivent être financées sur toutes leurs durées. Des infrastructures doivent être dédiées aux doctorant-e-s et l'encadrement doit être renforcé.



10 LES ÉTUDIANT-E-S EN IUT ET EN SANTÉ

Garantir la cadrage national des programmes et l'égalité entre les IUT



Contre une réforme élitiste et sélective des études de santé: L'UNEF s'oppose à la suppression du droit au redoublement en PASS et au numerus apertus

11 LES ÉTUDIANT-E-S EN ÉCOLE

Pour un cadrage national des frais d'inscriptions afin de favoriser l'accès pour tou-te-s

Rattrapages, droit au redoublement, compensation des notes, régimes dérogatoires ...

